



Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes

Crisis Group Briefing Afrique N°130
Nairobi/Bruxelles, 19 octobre 2017

I. Synthèse

La crise qui dure depuis un an dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun a dégénéré le 1^{er} octobre 2017, en marge de la proclamation symbolique d'indépendance de l'Etat d'Ambazonie par des militants sécessionnistes. Les violences ont fait au moins des dizaines de morts et plus de 100 blessés parmi les manifestants. Elles sont le signe d'une forte détérioration de la situation et requièrent une réaction urgente du président camerounais Paul Biya ainsi qu'une réponse ferme des partenaires internationaux.

Les événements du 1^{er} octobre (date commémorant la réunification en 1961 entre le Cameroun sous mandat français et le Cameroun britannique – Southern Cameroons) sont le point culminant d'une nouvelle phase de durcissement de la crise. Celle-ci est marquée par l'échec des missions officielles du gouvernement à l'étranger en août, qui a abouti à une augmentation du nombre d'incendies criminels et des violences sporadiques de groupuscules non identifiés, à la répression violente par les forces de sécurité des manifestations de militants anglophones le 22 septembre, à l'explosion de bombes artisanales dans le Nord-Ouest et à l'imposition d'un état d'urgence de fait du 29 septembre au 3 octobre.

Du fait de cette répression meurtrière, les rangs des sécessionnistes augmentent de jour en jour, et certains d'entre eux évoquent plus résolument l'idée d'une lutte armée ou l'« autodéfense ». S'il veut éviter la naissance d'une insurrection armée dans les régions anglophones, qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions en zone francophone, le président camerounais doit aller au-delà des mesures cosmétiques et prendre ses responsabilités pour trouver des solutions politiques à la crise. Les recommandations détaillées dans le rapport d'août 2017 de Crisis Group demeurent d'actualité, mais la gravité de la situation oblige à agir plus vite. Ces réformes devraient être précédées d'un dialogue inclusif au plus haut niveau afin d'envisager des solutions durables. L'aggravation de la crise qui fait suite à cette répression sanglante requiert désormais l'intervention d'un médiateur crédible, tel que le Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale ou l'Union africaine.

Les partenaires internationaux, jusqu'ici passifs, voire complaisants vis-à-vis du régime, devraient condamner fermement la violence d'Etat et la répression meurtrière. Ils devraient également exiger une enquête indépendante et des sanctions à l'encontre des auteurs de ces violences, ainsi que l'ouverture d'un dialogue inclusif sur la décentralisation et le fédéralisme. Enfin, ils devraient clairement souligner que de nouvelles violences de masse des forces de sécurité entraîneraient une réévaluation de la coopération militaire avec le Cameroun.

II. 1^{er} octobre sanglant : un embrasement prévisible

Le 1^{er} octobre, des dizaines de milliers de personnes ont entrepris de marcher pacifiquement (arbres de la paix en main et scandant « no violence ») pour proclamer l'indépendance de l'Ambazonie (désignation que les sécessionnistes donnent à leur Etat fictif). A Bamenda, Buea et dans des dizaines de villes et localités, ils ont défilé et hissé les drapeaux de l'Ambazonie à des carrefours et sur les chefferies traditionnelles, un commissariat de police et un poste de gendarmerie. L'indépendance a été symboliquement proclamée dans les chefferies.

Les forces de défense et de sécurité ont réagi par un usage disproportionné de la force qui, du 28 septembre au 2 octobre, a fait au moins 40 morts et plus de 100 blessés parmi les manifestants.¹ Ce lourd bilan est dû aux tirs à balles réelles et à l'usage excessif des gaz lacrymogènes, y compris dans les maisons ou contre des fidèles sortant des églises.² Les forces de défense et de sécurité ont arrêté des centaines de personnes sans mandat, y compris à leur domicile, et infligé des tortures et des traitements inhumains et dégradants. Des abus sexuels, des destructions de propriété et des pillages dans les maisons par des militaires et policiers, et des tirs sur

¹ Cinq détenus de la prison de Kumbo (dans le Nord-Ouest), qui auraient tenté de s'évader, figurent parmi les personnes tuées. « Cameroun : lourd bilan humain après la proclamation symbolique d'indépendance », *L'Express*, 2 octobre 2017.

² Le nombre de personnes tuées pourrait être bien plus élevé. Le Réseau des droits de l'homme en Afrique centrale (REDHAC) estime que plus de 100 manifestants ont été tués. Le plus important parti d'opposition, le Social Democratic Front (SDF), estime à plusieurs centaines le nombre de morts et évoque un génocide. Des hauts fonctionnaires anglophones ont déclaré à Crisis Group qu'au moins 100 personnes avaient été tuées. Au sein du pouvoir, c'est la cacophonie. Les gouverneurs des deux régions évoquent dix-sept morts, tandis que le ministre de la Communication en mentionne dix. Les évêques anglophones ont également évoqué des massacres et un génocide. « Declaration of the Bishops of the Bamenda Episcopal Conference ... », 4 octobre 2017. Crisis Group a établi ce bilan minimal de 40 morts en se fondant sur une dizaine de vidéos des violences contrevérifiées, sur une liste nominative de 30 victimes établie par le REDHAC et des entretiens avec les familles de ces victimes, et enfin par le décompte de nombreux corps découverts à des endroits identifiables au Sud-Ouest et Nord-Ouest et dont bon nombre présentent des impacts de balles et sont dépourvus de documents d'identité. Crisis Group a également reçu plusieurs témoignages, y compris d'un policier et d'un militaire, sur de nombreux corps emportés par des militaires. « Régions du Sud et Nord-Ouest du Cameroun : violations et crimes graves des droits humains », déclaration du REDHAC à Douala, 3 octobre 2017 ; « Déclaration du Social Democratic Front sur les tristes événements du 1^{er} octobre 2017 », déclaration du SDF à Bamenda, 5 octobre 2017 ; « Le Cameroun anglophone, en ébullition, compte ses morts », *Le Monde*, 3 octobre 2017. Courriels et entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires, habitants et policiers et gendarmes, Yaoundé, Buea, Bamenda, octobre 2017.

les manifestants à Kumba, Bamenda et près de Buea par des hélicoptères ont été signalés par une dizaine d'habitants, des élus locaux, des hauts fonctionnaires, la presse, des organisations de droits de l'homme et les évêques catholiques des deux régions.³

Les villages des chefs de file sécessionnistes tels que Ewele, Akwaya, Eyumodjock et Ekona ont été pris pour cible par les forces de défense et de sécurité, obligeant des milliers de jeunes hommes à s'enfuir en brousse par peur d'être tués ou d'être arrêtés et torturés. Selon les témoignages des habitants, d'un policier et d'un militaire déployés dans la zone, « les militaires assassinent des personnes chez elles et tirent aux pieds d'autres ». ⁴ L'ancien magistrat à la Cour suprême, Ayah Paul Abine, déclare sur sa page Facebook avoir échappé à un assassinat à son domicile à Akwaya, qui aurait aussi été pillé par des militaires. Les violences, arrestations et pillages par les militaires et policiers se sont poursuivis toute la semaine suivante, notamment dans le département de Manyu. Le maire adjoint de Ndu, suspecté de sécessionnisme, aurait été tué à son domicile par des militaires, le 2 octobre.⁵

Ces violences massives surviennent dans un contexte d'état d'urgence et de loi martiale, imposés de fait par les gouverneurs des deux régions du 29 septembre au 3 octobre : couvre-feu, interdiction de manifester, interdiction de se réunir à plus de quatre, fermeture des frontières terrestres et maritimes des régions, renforts militaires, interdiction de circuler d'un département à l'autre, interdiction de circuler à moto, coupure des réseaux sociaux, puis d'Internet et de l'électricité. Le 1^{er} octobre, il était aussi interdit de sortir des maisons.

Certains hauts gradés et hauts fonctionnaires expliquent l'ampleur du « dérapage » par l'insuffisance des effectifs de police qu'ils ont dû pallier par des renforts militaires qui ne sont pas formés à la gestion des foules. Ils soulignent aussi le sous-équipement de la police, l'absence de balles à blanc et l'insuffisance ou le mauvais usage des gaz lacrymogènes. Les gendarmes et policiers auraient utilisé à mauvais escient leur stock – déjà insuffisant au départ – de bombes lacrymogènes dans les maisons, et se seraient retrouvés à court face aux manifestants.

Ces hauts gradés dénoncent également les provocations des manifestants qui auraient incendié des véhicules appartenant au sous-préfet et au préfet à Boyo et Fundong (dans le Nord-Ouest), auraient arraché des armes à quelques gendarmes à Kumba (dans le Sud-Ouest), saccagé les postes de gendarmerie d'Ikiliwindi, Mabanda, Teke, Kongle, et auraient lancé des cailloux sur les policiers et militaires à Buea et Bamenda. Ils soulignent enfin que certains policiers et militaires ont refusé de participer aux violences, ce qui a mis le dispositif sécuritaire en sous-effectif.⁶

³ Courriels et entretiens de Crisis Group, habitants, maires et hauts fonctionnaires, octobre 2017. « Declaration of the Bishops of the Bamenda Episcopal Conference ... », op. cit. ; « Cameroun : le bilan s'alourdit dans les régions anglophones après une forte répression », Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), 7 octobre 2017 ; « Cameroon army helicopters shot separatist protesters », Reuters, 6 octobre 2017.

⁴ Courriels et entretiens téléphoniques de Crisis Group, habitants et fonctionnaires anglophones à Yaoundé, octobre 2017.

⁵ « Déclaration du Social Democratic Front sur les tristes évènements du 1^{er} octobre 2017 », op. cit.

⁶ Courriels et entretiens téléphoniques de Crisis Group, hauts gradés à Yaoundé, policiers et militaires à Bamenda et Buea, octobre 2017.

L'embrasement de la crise et le massacre du 1^{er} octobre étaient prévisibles, d'autant que la proclamation d'indépendance et les manifestations ont été annoncées à l'avance. Ces violences font suite à un durcissement de la crise qui s'est exacerbé au mois d'août. Le 5 août, sur ordre du président Biya, des délégations de ministres se sont rendues en mission à l'étranger. Mais ces missions ont été perturbées par des troubles parfois violents, causés par des militants sécessionnistes. En Belgique, la rencontre organisée par le ministre de la Justice a été émaillée d'incidents. Aux Etats-Unis, la délégation ministérielle a été chahutée par la diaspora. En Afrique du Sud, un membre de la délégation a échappé de peu à un lynchage et l'ambassade a été vandalisée. D'autres incidents ont eu lieu dans les ambassades du Cameroun au Royaume-Uni et au Canada, où des militants sécessionnistes ont remplacé le drapeau du Cameroun par celui de l'Ambazonie.⁷

Ces actes de défiance des sécessionnistes de la diaspora ont ravivé les mobilisations anglophones, qui ont repris de plus belle depuis lors. Les opérations « villes mortes » sont passées de un à trois jours par semaine. Les militants sécessionnistes ont incendié un nombre croissant d'écoles et de commerces. En outre, les autorités ont annoncé, dans le courant du mois, la découverte de caches d'armes dans le Nord-Ouest.

Le gouvernement a réagi à cette remobilisation par de nouvelles mesures répressives (arrestation de sept journalistes, d'une dizaine de militants anglophones et renforcement de la présence militaire en août). Mais l'appareil répressif a semblé inefficace face à la désobéissance civile d'une partie de la population et à la violence des groupuscules sécessionnistes qui se sont formés aux marges du Southern Cameroons Ambazonia Governing Council, le plus important groupe sécessionniste à l'heure actuelle. Il semble supplanter désormais le Southern Cameroons National Council qui, depuis les années 1990, était le principal groupe sécessionniste.

Face au risque de report de la rentrée scolaire, Paul Biya a finalement consenti, le 30 août, à libérer une partie des chefs de file et militants anglophones, espérant faire cesser les opérations « villes mortes » et éviter que l'année scolaire ne soit mise en péril pour une deuxième année consécutive. Mais ces libérations n'ont pas eu d'effet. Les villes mortes ont continué de plus belle et, un mois après la rentrée, le taux d'inscription demeure très faible.

La décision du président a été tardive et partielle. Des figures de proue du mouvement anglophone ainsi que des dizaines de manifestants arrêtés depuis huit mois sont toujours en prison. Par ailleurs, selon de nombreux anglophones et francophones, cette décision prouve une nouvelle fois que le président du Cameroun garde la mainmise sur l'appareil judiciaire. En réalité, en emprisonnant les modérés (prodécentralisation et profédéralisme), le gouvernement a indirectement renforcé les plus radicaux (les groupes sécessionnistes et les groupuscules violents). Plusieurs analystes estiment que cette approche est le résultat d'une stratégie délibérée visant à discréditer la mobilisation anglophone auprès des francophones et des partenaires internationaux en l'assimilant à un mouvement sécessionniste.

⁷ Hans De Marie Heungoup, « Cameroun : le risque d'embrasement de la crise anglophone inquiète les francophones », *Jeune Afrique*, 8 septembre 2017 ; Richard Moncrieff, « Cameroon anglophone crisis is escalating. Here is how it could be resolved », *African Argument*, 27 septembre 2017.

En septembre, les villes mortes étendues sur trois jours se sont poursuivies, plusieurs commerces et sept établissements scolaires ont été incendiés et la rentrée n'a pas pu se faire normalement. Tout ceci n'implique plus nécessairement l'adhésion de la population locale à ces tactiques de désobéissance civile. Bien que le soutien au fédéralisme et au sécessionnisme soit grandissant, nombreux sont ceux qui ne suivent désormais les opérations villes mortes que par crainte de la violence des groupuscules. C'est pourquoi des milliers de familles anglophones envoient leurs enfants dans les écoles bilingues en zone francophone, tandis que certains commerçants et acteurs économiques déménagent à Douala.⁸

Un nouveau cap a été franchi à la mi-septembre avec l'usage pour la première fois de bombes artisanales. Du 14 au 20 septembre, deux bombes ont explosé dans le Nord-Ouest sans faire de victimes, une troisième a explosé contre un poste de police à Bamenda, blessant trois policiers, et une quatrième a failli exploser à Douala.⁹ Bien que non revendiquées, le gouvernement, ainsi qu'une majorité de l'opinion publique camerounaise, ont attribué ces explosions aux sécessionnistes.¹⁰

A la suite de ces explosions, le gouverneur du Nord-Ouest a pris des mesures drastiques : couvre-feu, coupure d'Internet pendant 24 heures, interdiction de se rassembler et de manifester. Mais ces mesures n'ont pas empêché entre 30 000 et 80 000 personnes de manifester dans une trentaine de villes et localités anglophones (Bamenda, Buea, Kumba, Kumbo, Limbé, etc.) le 22 septembre pour réclamer la libération des détenus politiques anglophones, le départ du président Biya, la mise en œuvre du fédéralisme et la sécession. Ces manifestations ont été organisées en parallèle du discours prononcé par le président Biya à l'Assemblée générale des Nations unies. Initialement pacifiques, les marches sont devenues violentes dans certaines localités. A Buea, certains des manifestants ont vandalisé le domicile du maire de la ville (un anglophone, mais farouche opposant à la mobilisation). A Mamfé, ils ont incendié un poste de gendarmerie. La réaction excessive des forces de défense et de sécurité à Santa, Bamenda, Ekona et Limbé a fait au moins quatre morts par balles parmi les manifestants et des dizaines de blessés.

L'ampleur des manifestations du 22 septembre, les plus massives au Cameroun depuis celles de février 2008, semble avoir surpris les autorités qui avaient jusqu'à présent sous-estimé le mécontentement anglophone et le poids de la mouvance sécessionniste. C'est probablement ce qui a poussé le gouvernement à déployer un nouveau renfort de 1 000 soldats et à imposer un état d'urgence ainsi qu'une loi martiale de fait (arrestation de civils par les militaires, jugements dans les tribunaux militaires). Au total, depuis le début de la crise en octobre 2016, on recense au moins 55 personnes tuées, plusieurs centaines de blessées et des centaines d'arrestations dans les régions anglophones.¹¹

⁸ Entretiens de Crisis Group, habitants, élèves et commerçants, Douala, Buea et Bamenda, juin-septembre 2017.

⁹ « Trois policiers grièvement blessés à Bamenda », BBC, 21 septembre 2017.

¹⁰ Certains analystes n'excluent pas (mais sans en fournir de preuve) un montage par le gouvernement, afin d'assimiler la mobilisation anglophone au terrorisme et de justifier une réponse purement militaire. Entretiens de Crisis Group, universitaires et chercheurs, Yaoundé, Bamenda, Buea, septembre-octobre 2017.

¹¹ Amnesty International estime à plus de 500 le nombre de personnes arrêtées en marge des manifestations du 1^{er} octobre 2017 dans les régions anglophones. « Cameroun. Des détenus

III. Les réactions du gouvernement, du parti au pouvoir et de la communauté internationale

Le président du Cameroun, en séjour en Suisse depuis le 23 septembre, n'a pas officiellement réagi aux violences de septembre et octobre, si ce n'est par un communiqué sur sa page Facebook pour « condamner les violences d'où qu'elles viennent ». ¹² Le ministre de la Communication et des membres du gouvernement ont assimilé les dizaines de milliers de manifestants à des terroristes ou assaillants armés. Persistant dans le déni qui caractérise le discours officiel depuis le début de cette crise, les autorités accréditent également la thèse d'un complot venu de l'extérieur dans les médias officiels ou progouvernementaux ainsi que sur les réseaux sociaux.

Le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir, a choisi d'organiser des rassemblements à l'improviste dans les villes francophones, le 1^{er} octobre, au nom de l'unité nationale et en soutien à Paul Biya. Pour les anglophones, ces festivités inédites organisées au moment où les régions anglophones étaient frappées par une interdiction de manifester et en proie à la violence illustrent l'arrogance et le mépris de l'élite francophone. Paradoxalement, il a fallu attendre la proclamation d'indépendance de l'Ambazonie pour que le parti au pouvoir et le gouvernement organisent pour la première fois un simulacre de célébration de la réunification du Cameroun, 56 ans après.

En dépit de multiples alertes – y compris celles lancées par Crisis Group et par la presse internationale – seules les Nations unies ont appelé les parties à la retenue avant les événements du 1^{er} octobre. La plupart des puissances et organisations internationales n'ont, pour leur part, réagi qu'après les violences, et parfois de façon même complaisante vis-à-vis du gouvernement. ¹³ Les Nations unies, l'Union européenne, l'Union africaine, le Commonwealth, l'Organisation internationale de la francophonie, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont appelé les parties à éviter la violence et mener un dialogue sur les solutions durables à la crise. Seuls les Nations unies et les Etats-Unis ont signalé l'usage disproportionné de la force contre les manifestants et exigé une enquête et un dialogue sur les questions de fond « dans le respect de l'unité territoriale du Cameroun ». ¹⁴

Comme Crisis Group l'a expliqué dans son dernier rapport, la communauté internationale est confrontée à un dilemme. Elle est plus que prudente, car elle craint de froisser une armée qui joue un rôle crucial dans la lutte contre Boko Haram et un Etat qui est parmi les moins fragiles dans une sous-région volatile. Elle redoute surtout qu'une instabilité au Cameroun se propage à l'ensemble de la région. Toutefois, cette passivité est interprétée par le régime depuis des décennies comme une carte blanche pour perpétrer toutes sortes de déni de la démocratie et de violation des droits humains.

entassés comme des sardines dans les prisons à la suite des manifestations dans les régions anglophones », Amnesty International, 13 octobre 2017.

¹² « Anglophone crisis : president Paul Biya connects through social media », CRTV, 2 octobre 2017.

¹³ « La francophonie préoccupée par les tensions dans les régions anglophones du Cameroun », journalducameroun.com, 2 octobre 2017.

¹⁴ « Cameroon : UN chief Secretary-General urges dialogue to resolve grievances », *UN News Centre*, 3 octobre 2017 ; « Violence in Cameroon », Département d'Etat américain, 3 octobre 2017.

En réalité, le régime parvient depuis une décennie à neutraliser la capacité des acteurs internationaux à jouer un rôle politique. Il propage la théorie d'un complot externe visant à déstabiliser la nation et joue sur la victimisation pour insuffler un élan de nationalisme auprès d'une partie de la population et se déclarer le seul garant de la stabilité. D'ailleurs, des proches du président s'en félicitent souvent en privé, se vantant d'avoir de leur côté une opinion publique qu'ils ont eu le temps de fabriquer.¹⁵

IV. Des violences aux lourdes conséquences politiques

Les violences de septembre et octobre sont sans précédent dans les régions anglophones du Cameroun. Elles creusent le fossé entre le gouvernement et la population, renforcent le sentiment de méfiance et rendent la population plus favorable à la sécession.¹⁶ La mouvance sécessionniste n'est probablement toujours pas majoritaire, mais elle n'est plus une minorité insignifiante. De plus en plus d'anglophones estiment qu'il s'agit de la meilleure solution et il sera difficile d'ignorer leur opinion dans le cadre d'un dialogue politique inclusif, d'autant que les sécessionnistes sont désormais à la tête de la contestation anglophone.

Ces violences amplifient aussi le soutien au fédéralisme, qui jouit traditionnellement de l'appui des anglophones. En juin, nombre de ces fédéralistes déclaraient à Crisis Group qu'à défaut du fédéralisme souhaité, ils se contenteraient d'une véritable décentralisation. Or depuis les violences, certains parmi eux ne considèrent plus la décentralisation comme une solution médiane acceptable.

Les violences récentes ont également amplifié les tensions sociales préexistantes entre anglophones et francophones. Depuis septembre, des discours incitant à la haine et aux violences contre les anglophones prolifèrent et ont engendré une tension sociale palpable. Dans les médias publics, le gouverneur du Sud-Ouest a qualifié les manifestants du 22 septembre de « chiens » et le ministre de la Communication les a décrits comme étant des « terroristes ». Les médias progouvernementaux et certains intellectuels francophones laissent entendre que les anglophones sont tous sécessionnistes.¹⁷ Certains journalistes de la chaîne Vision 4, financée par des barons du régime, considèrent les manifestants comme des terroristes et, en septembre, ont conseillé au gouvernement « d'instaurer l'état d'urgence dans la partie anglophone, d'organiser des arrestations massives, de fouiller les maisons y compris celles de ministres, et de surveiller de près les anglophones à Yaoundé ».¹⁸

¹⁵ Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires à la présidence, Yaoundé, 2016-2017.

¹⁶ Voir le rapport de Crisis Group N°250, *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, 2 août 2017.

¹⁷ « Governor Okalia Bilai called Southern Cameroonians dogs. Listen excerpt of the audio », YouTube, 29 septembre 2017, <https://youtube.com/watch?v=IR1UQlmF4lc>; « Issa Tchiroma traite les sécessionnistes de terroristes », YouTube, 3 octobre 2017, <https://youtube.com/watch?v=S1IKMzjuzWY>.

¹⁸ Observation par Crisis Group d'une quarantaine d'émissions et de débats du weekend dans les chaînes camerounaises en septembre et octobre. Les incitations à la violence et à la haine de Vision 4 ont été condamnées par une partie de l'opposition et de la société civile francophone. Au total,

Sur Facebook, certains francophones se félicitent de la répression et du nombre de morts, tout en promettant plus de morts les prochaines fois.¹⁹

Depuis le 22 septembre, les anglophones vivant en zone francophone, en particulier à Yaoundé et Douala, sont pris pour cible. Des arrestations sans motif dans les taxis, des fouilles sans mandat dans les domiciles et des arrestations massives d'anglophones ont eu lieu dans les quartiers de Yaoundé ayant une forte communauté anglophone tels que Biyem-Assi, Melen, Obili, Biscuiterie, Centre administratif et Etoug-Ebe. Ces arrestations, organisées par les policiers et les gendarmes, étaient particulièrement nombreuses le 30 septembre. Certains anglophones ont déclaré être insultés par des francophones dans des marchés. Dans leurs lieux de service, des francophones leur demanderaient « ce qu'ils font encore à Yaoundé et pourquoi ils ne rentrent pas dans leur sale Bamenda ». ²⁰

Il en résulte un profond malaise parmi les anglophones qui se sentent détestés et plus que jamais marginalisés. Une fonctionnaire anglophone déclare : « Peut-être que les francophones ont raison qu'on gâche leur pays. Il faut maintenant une sécession pour qu'ils soient en paix et qu'on soit en paix. Cela permettra que la paix revienne ». Au sein de l'élite anglophone, des hauts fonctionnaires se sentent surveillés ; l'un d'eux a déclaré : « Ici au ministère c'est la suspicion totale. Il faut se faire discret, effacé ». ²¹ Surveillée, cette élite tend à se replier sur elle-même.

Le Social Democratic Front (SDF), parti profédéraliste et le plus grand parti d'opposition, avec 11 pour cent des voix à la dernière élection présidentielle de 2011, et dont le dirigeant est anglophone, est soumis à de fortes pressions depuis le début de cette crise. Il a tenté de maintenir un ton modéré et conciliant depuis le début pour ne pas perdre sa base nationale francophone. Mais après les violentes récentes, plusieurs députés du parti ont symboliquement annoncé leur démission du parlement camerounais, sans entamer les démarches légales. Le président national du SDF qualifie de génocide les répressions meurtrières d'octobre et appelle à une traduction de Paul Biya devant la Cour pénale internationale (CPI).

43 journalistes anglophones ont également déposé une plainte au Conseil national de la communication pour demander la suspension de ces journalistes et de la chaîne. L'un des journalistes a cependant déjà demandé pardon aux anglophones. « Cameroun : un journaliste accusé d'incitation à la haine contre les anglophones », Radio France Internationale (RFI), 4 octobre 2017 ; « Ernest Obama suggère l'état d'urgence dans la partie anglophone », YouTube, 23 septembre 2017, <https://youtube.com/watch?v=dWIAQzzpuKQ>.

¹⁹ Observation de Crisis Group dans une dizaine de groupes camerounais sur Facebook rassemblant chacun des dizaines de milliers de membres tels que le « Cameroun c'est le Cameroun », le « Cameroun c'est le Cameroun qui gagne », « English Cameroon for a United Cameroon », septembre-octobre 2017.

²⁰ Entretiens de Crisis Group, une trentaine d'habitants anglophones, Yaoundé, septembre-octobre 2017.

²¹ Courriel de Crisis Group, haut fonctionnaire au ministère de l'Enseignement supérieur à Yaoundé, octobre 2017.

V. La route sinueuse vers un nouveau consensus camerounais

Si le gouvernement semble nier la profondeur du mécontentement auquel il fait face, certains meneurs de la contestation anglophone semblent pour leur part déconnectés des réalités du pays et des dynamiques internationales. D'où des demandes souvent irréalistes – y compris concernant la sécession.²² Cependant, la radicalisation de la contestation et la montée du sentiment sécessionniste sont essentiellement le résultat du mépris initial par le régime des revendications corporatistes, de la répression sanglante des manifestations depuis octobre 2016, de la coupure d'Internet pendant trois mois (vécue par les anglophones comme une punition collective), et des arrestations de centaines de manifestants.

De fait, le régime a laissé la situation se détériorer, pariant sur un épuisement de la mobilisation, alternant répression violente et concessions cosmétiques. A l'heure actuelle, les tenants d'une ligne plus dure au sein du pouvoir parient sur une approche répressive et reprochent au président d'avoir fait libérer une cinquantaine de militants en août ; ils excluent tout dialogue sur le fédéralisme, ou même sur la décentralisation, et certains disent ne plus vouloir attendre que les anglophones forment une insurrection armée pour les « écraser ».²³ Les plus modérés estiment, quant à eux, que la solution réside dans une décentralisation effective ou même le fédéralisme à dix Etats. Néanmoins, ils n'osent pas le dire publiquement, car ils n'ont pas suffisamment d'influence et craignent d'être marginalisés et considérés comme des soutiens de la contestation.²⁴

Le président Biya a toutes les cartes en main pour résoudre cette crise, mais ne semble pas véritablement vouloir le faire. Il lui incombe d'éviter au Cameroun un enlisement menant à une impasse politique à un an de l'élection présidentielle. Les signes avant-coureurs d'une possible insurrection armée ne manquent pas : les groupuscules violents se multiplient, la désobéissance civile et les violences sporadiques (incendies criminels et bombes artisanales) se poursuivent. Selon certaines sources, de petits groupes de jeunes seraient allés au Nigéria pour s'entraîner à la guérilla, malgré l'opposition de principe d'Abuja à un Etat indépendant anglophone, qui risquerait de servir de base arrière aux mouvements sécessionnistes nigériens.²⁵

Le Cameroun, qui lutte contre Boko Haram à l'Extrême-Nord et contre les miliciens centrafricains à l'Est, ne peut se permettre un nouveau front, d'autant qu'une insurrection dans la zone anglophone aurait probablement des répercussions à Douala et Yaoundé. Le coût économique requis pour venir à bout d'une telle insurrection serait difficilement supportable pour un pays actuellement soumis à des

²² Depuis l'exemple du Soudan du Sud, les acteurs internationaux sont plus réticents à encourager des mouvements séparatistes.

²³ Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires des ministères de la Justice et de l'Enseignement supérieur ; commissaires divisionnaires, Yaoundé, septembre-octobre 2017.

²⁴ Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires de la présidence et de ministères, juin-septembre 2017.

²⁵ Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux, sous-officiers des renseignements, haut fonctionnaire au ministère des Relations extérieures, Yaoundé, 2017.

mesures d'ajustement du Fonds Monétaire International²⁶ et qui doit organiser des élections générales et une élection présidentielle dans un an et la Coupe d'Afrique des Nations de football dans la foulée.

D'ores et déjà, les agences de notation internationales s'inquiètent du climat politique du Cameroun. De nouveaux troubles politiques pourraient conduire à une dégradation de la note souveraine du pays qui aurait alors du mal à emprunter sur les marchés financiers. Enfin, un prolongement de la crise et de nouvelles violences auraient un coût politique important, car il serait difficile d'organiser les élections dans les régions anglophones. Si les élections sont organisées, le parti au pouvoir sera très probablement battu sévèrement dans ces régions. De plus, de nouvelles violences ne feront qu'accroître les appels à la justice internationale.²⁷

A. *Ce que doit faire le président camerounais*

Une sortie de crise exige du président qu'il apaise la situation, prenne des mesures d'apaisement et organise un dialogue inclusif, en présence d'un médiateur, sur la décentralisation et le fédéralisme.

- ❑ Pour ce faire, le président devrait rentrer d'urgence au Cameroun et prononcer un discours prônant le retour au calme et reconnaissant l'existence du problème anglophone. Il devrait également veiller à ce que la justice ouvre une enquête, supervisée par la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés, sur les violences perpétrées en septembre et en octobre, avec sanctions à l'appui contre les auteurs.
- ❑ Le dialogue de haut niveau sur des solutions durables au problème anglophone devrait en outre s'accompagner d'une politique de main tendue à l'égard des militants anglophones exilés afin d'encourager leur retour. Sans cela, même si le fédéralisme était mis en œuvre, les exilés en colère et mis au pied du mur risqueraient de tout faire pour rendre les deux régions anglophones ingouvernables.
- ❑ Enfin, le président devrait relever de leurs fonctions les membres du gouvernement et les hauts fonctionnaires des régions anglophones dont les propos irresponsables ont enflammé la crise.

B. *La responsabilité de la communauté internationale*

Les Nations unies, l'Union européenne, l'Union africaine et les pays partenaires du Cameroun peuvent encore essayer d'éviter que la crise ne se transforme en conflit armé. L'enjeu est d'importance dans un pays clé pour la stabilité de la sous-région et la lutte contre le terrorisme. L'attitude discrète des partenaires internationaux a

²⁶ « Cameroun : les conséquences du retour du FMI sur l'investissement et les programmes sociaux », *Jeune Afrique*, 29 juin 2017.

²⁷ Les chefs de file sécessionnistes ont saisi la CPI le 12 octobre pour réclamer l'ouverture d'une enquête pour « génocide et crime contre l'humanité », en rapport avec les violences dans les régions anglophones depuis octobre 2016. « Cameroun : les sécessionnistes traduisent Paul Biya et certains membres du gouvernement devant la CPI pour génocide et crime contre l'humanité », *Cameroon-info.net*, 15 octobre 2017.

montré ses limites et n'a pas suffi à dissuader le gouvernement de faire usage de balles réelles face aux manifestants, comme en février 2008.²⁸ Désormais, la communauté internationale doit faire preuve de diplomatie tout en proposant une réponse ferme, assortie de menaces de sanctions contre l'exécutif camerounais et les groupuscules violents. Ce repositionnement diplomatique passe par un ensemble de décisions progressives :

- ❑ Le préalable est la condamnation ferme des violences de septembre et octobre, la demande d'une enquête indépendante et de sanctions contre les hauts gradés et les autorités administratives impliqués dans les violences. Les acteurs internationaux devraient ensuite clairement souligner que de nouvelles répressions violentes entraîneraient une réévaluation de la coopération militaire avec le Cameroun et des aides publiques au développement, en dehors des projets directement liés à la lutte contre la pauvreté à l'échelle nationale et des projets de développement à l'Extrême-Nord et à l'Est. Ils doivent enfin exiger que le Cameroun s'engage à ne plus impliquer les militaires dans le maintien de la paix interne.
- ❑ La communauté internationale se doit de clairement dénoncer les actes violents perpétrés par des groupuscules militants, qu'il s'agisse d'incendies criminels, d'autres actions sporadiques ou d'appels à la lutte armée.
- ❑ De même, et dans l'optique d'une médiation internationale, les partenaires internationaux pourraient proposer l'envoi d'une mission d'information des Nations unies ou de l'Union africaine chargée d'enquêter sur les événements des mois de septembre et octobre conjointement avec la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés.
- ❑ Les partenaires du Cameroun pourraient aussi offrir de renforcer leur aide technique pour former la police et la gendarmerie en matière de gestion des foules et de respect des droits de l'homme. Si les auteurs des violences récentes sont sanctionnés, ces partenaires pourraient envisager de fournir des balles à blanc aux forces de sécurité camerounaises.

Les chefs de file sécessionnistes ont également leur part de responsabilité. Ils doivent permettre le bon fonctionnement des établissements scolaires et condamner fermement tout acte violent commis par des groupuscules se réclamant de leur cause, qu'il s'agisse d'incendies criminels ou de l'emploi de bombes artisanales.

VI. Conclusion

Après les violences de septembre et octobre 2017, l'heure de vérité sonne pour le Cameroun. A l'incertitude politique s'ajoutent deux poches de conflits, des tensions sociales d'ordres divers, et un contexte économique préoccupant. Jusqu'à présent, la forte résilience de la population a favorisé une stabilité toute relative. Mais l'aggravation du problème anglophone pourrait faire basculer le pays dans une crise

²⁸ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°160, *Cameroun : Etat fragile ?*, 25 mai 2010.

bien plus profonde. Dans ce pays plein d'atouts et au potentiel humain considérable, il est urgent que les Camerounais (anglophones et francophones confondus) parviennent à un nouveau consensus national et social. Le chemin vers ce consensus passe par la mise en œuvre de la décentralisation effective ou du fédéralisme.

Nairobi/Bruxelles, 19 octobre 2017

Annexe B : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014

Rapports Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Afrique australe

Madagascar : une sortie de crise superficielle ?, Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Afrique centrale

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible?, Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée?, Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, 21 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat,

Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017.

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

- Mali : la paix à marche forcée?*, Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.
- Burkina Faso : cap sur octobre*, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.
- The Central Sahel: A Perfect Sandstorm*, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).
- Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta*, Rapport Afrique N°231, 29 septembre 2015.
- The Politics Behind the Ebola Crisis*, Rapport Afrique N°232, 28 octobre 2015.
- Mali: Peace from Below?*, Briefing Afrique N°115, 14 décembre 2015.
- Burkina Faso : transition acte II*, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.
- Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest*, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).
- Boko Haram sur la défensive?*, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).
- Nigeria: The Challenge of Military Reform*, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.
- Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).
- Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux*, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).
- Nigéria : les femmes et Boko Haram*, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).
- Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram*, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.
- Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection*, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).
- Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction*, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.
- Double-edged Sword: Vigilantes in African Counter-insurgencies*, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017.
- Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict*, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.
- Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).
- Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War*, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.
- Eritrea: Ending the Exodus?*, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.
- Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home*, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.
- South Sudan: Jonglei – “We Have Always Been at War”*, Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.
- Sudan and South Sudan's Merging Conflicts*, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.
- Sudan: The Prospects for “National Dialogue”*, Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.
- The Chaos in Darfur*, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.
- South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process*, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.
- Somaliland: The Strains of Success*, Briefing Afrique N°113, 5 octobre 2015.
- Kenya's Somali North East: Devolution and Security*, Briefing Afrique N°114, 17 novembre 2015.
- Ethiopia: Governing the Faithful*, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.
- Sudan's Islamists: From Salvation to Survival*, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.
- South Sudan's South: Conflict in the Equatorias*, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.
- Kenya's Coast: Devolution Disappointed*, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.
- South Sudan: Rearranging the Chessboard*, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.
- Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan*, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.
- Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia*, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.
- Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria*, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.
- Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties*, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.
- Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?*, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.
- A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work*, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.
- How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya*, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Corne de l'Afrique

- Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process*, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.
- South Sudan: A Civil War by Any Other Name*, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.



International Crisis Group

Headquarters

Avenue Louise 149, 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38. Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

New York Office

newyork@crisisgroup.org

Washington Office

washington@crisisgroup.org

London Office

london@crisisgroup.org

Regional Offices and Field Representation

Crisis Group also operates out of over 25 locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

See www.crisisgroup.org for details

PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.